

Le pouvoir aux travailleurs

14 NOV 1999

N° 69

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LA REPRESSION CONTRE LES DIRIGEANTS DU RDR EST UNE MENACE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS	2
- LES FORCES DE L'ORDRE MOBILISEES POUR INTIMIDER LA POPULATION	- 3
- UN CONFLIT FONCIER QUI SE TRANSFORME EN VIOLENCE INTER-ETHNIQUE	3 - 4
- TRAFIC D'ENFANTS-ESCLAVES ENTRE LE MALI ET LA COTE D'IVOIRE	4 - 5
- COMMERCIALISATION DU CACAO : UN GOUT AMER POUR LES PETITS PRODUCTEURS	5 - 6
- CE N'EST PAS LA POLICE QUI METTRA FIN A LA DELINQUANCE	7
- LES HOPITAUX PUBLICS AGONISENT	7 - 8
- IL Y A DES MEDAILLES QUI SE PERDENT	8
- RENTREE SCOLAIRE : DIFFICULTES SUPPLEMENTAIRES POUR LES PARENTS A REVENU MODESTE	8 - 9
- UNE HISTOIRE DE SERPENT QUI SE MORD LA QUEUE ...	9
- TANZANIE: MORT DE JULIUS NYERERE	10 - 11

**LA REPRESSION CONTRE LES DIRIGEANTS DU RDR
EST UNE MENACE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS**

Après un simulacre de procès, les juges à la solde de Bédié ont finalement décidé de punir sévèrement les dirigeants du RDR arrêtés injustement depuis le 27 octobre dernier. Au terme de ce procès, 11 d'entre eux sont condamnés à deux ans de prison ferme ajoutés d'une amende de plusieurs centaines de milliers de francs. Cinq autres ont écopé une année de prison ferme. Seuls quatre sur les vingt arrêtés ont été relaxés.

Ceux qui sont actuellement au pouvoir ont pris un malin plaisir de rappeler aux dirigeants du RDR qu'en février 1992, alors que Ouattara était Premier ministre d'Houphouët, c'est au nom de cette même loi "anti-casseurs" qu'il avait alors emprisonné Laurent Gbagbo, à la suite d'une manifestation contre le pouvoir. Toujours est-il que le dirigeant du FPI n'a pas du tout mobilisé son parti pour venir au secours des partisans du RDR qui sont pourtant ses "alliés", appartenant au même "front républicain". Il s'est tout juste contenté de dire que cette loi est mauvaise et qu'il faudrait l'abroger.

Visiblement ceux qui ont pris la décision de réprimer sévèrement les dirigeants du RDR savaient que leurs alliés temporaires du FPI n'allaient pas descendre dans la rue pour protester contre le pouvoir. C'est pour cela que Bédié a décidé de frapper fort dans un premier temps ; quitte à accorder ultérieurement une grâce présidentielle à ces adversaires politiques du moment.

Bien évidemment, même s'il y a actuellement une bagarre entre Bédié et Ouattara, fondamentalement ils sont tous les deux des ennemis déclarés des travailleurs. Ils sont des serviteurs patentés des exploiters et de leur système économique qui réduit la majorité à la misère.

Quant à Gbagbo, même s'il n'a pas encore goûté au pouvoir, il n'aspire qu'à cela pourvu qu'on l'invite à la table. Son attitude pondérée dans l'arrestation des partisans de Ouattara est certainement un gage de plus en direction de Bédié pour une éventuelle négociation en vue d'une "ouverture" du pouvoir à une partie de l'opposition. Tout se passe comme si Gbagbo avait mis deux fers au chaud. D'un côté c'est le "front républicain" avec Ouattara, et de l'autre, il fait les yeux doux à Bédié. D'un tel "opposant", les travailleurs n'ont rien à attendre car si demain il arrivait au pouvoir, il n'agirait pas différemment de Ouattara ou de Bédié.

Cela dit, la répression que mène actuellement le pouvoir contre les dirigeants du RDR est arbitraire et nous nous associons à tous ceux qui en sont indignés.

LES FORCES DE L'ORDRE MOBILISEES POUR INTIMIDER LA POPULATION

Du 10 au 12 novembre, Abidjan était sous haute surveillance. La police avait assiégé tout le périmètre du palais de la justice, au Plateau. Adjamé, Yopougon et Abobo étaient particulièrement surveillés de près, surtout le jour de l'annonce de la condamnation des dirigeants du RDR. Des brigades anti-émeutes, casquées et armées de matraques et de fusils étaient postés dans les points chauds des quartiers populaires pour intimider les habitants contre toute tentative de manifester leurs mécontentements contre l'emprisonnement des accusés. Malgré toutes ces démonstrations de forces il y a eu quelques débuts d'échauffourées notamment à Treichville où quelques magasins ont failli être pillés. A Korhogo l'arrestation des dirigeants du RDR avait provoqué des

affrontements avec la police. Des magasins ont été saccagés de même que la préfecture. La ville de Bouaké était également quadrillée par les forces de l'ordre.

Ce qui n'empêche pas le journal gouvernemental "*Fraternité Matin*" d'écrire que la "*situation est calme dans l'ensemble des régions*". Si la situation était telle, pourquoi alors tous ces policiers armés dans les rues d'Abidjan par exemple ?

La vérité est que ce qui fait le plus peur au pouvoir c'est l'explosion de colère venant des quartiers populaires ; pas forcément en guise de soutien à Ouattara et à ses partisans mais pour exprimer leur mécontentement contre la dégradation de leurs conditions d'existence.

UN CONFLIT FONCIER QUI SE TRANSFORME EN VIOLENCE INTER-ETHNIQUE

Depuis le 5 novembre, de violents affrontements ont lieu à Tabou, dans la région du Bas-Sassandra, vers la frontière avec le Libéria. Il s'agit d'un conflit foncier entre des chasseurs Kroumen et des paysans burkinabé installés dans cette région depuis fort longtemps. Il y aurait déjà eu 2 morts. Les ressortissants burkinabè sont obligés de fuir cette région. Leurs maisons et leurs récoltes de cacao ont été brûlées. La plupart ont tout perdu. Plus de 2.000 d'entre eux

sont déjà partis se réfugier au Burkina Faso qui se trouve à plusieurs centaines de kilomètres de là. Leur nombre serait en augmentation.

Interrogé sur cette violence, le ministre de l'intérieur s'est contenté de dire qu'il s'agit d'une "*psychose*" et qu'il ne peut "*empêcher les gens de partir*". Selon lui il n'y a pas de problème puisque les forces de l'ordre sont sur place.

Voilà comment le gouvernement traite les problèmes graves qui surviennent pourtant fréquemment dans plusieurs régions. Tout se passe comme s'il encourageait les "autochtones" à s'en prendre aux populations que la presse a l'habitude de désigner comme des "allogènes". Comme si les premiers avaient raison et tous les torts sont pour les seconds.

Ces affrontements sont à mettre en parallèle avec la campagne que mène actuellement le pouvoir contre Ouattara en lui niant sa nationalité ivoirienne et

en mettant l'accent sur son origine burkinabé.

Quand les dirigeants jouent avec l'ethnisme il ne faut pas s'étonner ensuite que les conflits fonciers qui pourraient être relativement facilement réglés se transforment en violence à coloration ethnique. C'est en cela que ceux qui dirigent ce pays sont des véritables criminels. Ils sont prêts à entraîner les populations vers des guerres ethniques pour garder le pouvoir et continuer à piller les caisses de l'Etat.

TRAFFIC D'ENFANTS-ESCLAVES ENTRE LE MALI ET LA CÔTE D'IVOIRE

Selon un récent rapport de l'UNICEF, il y aurait entre le Mali et la Côte d'Ivoire, un important "trafic d'enfants-esclaves". Environ 15.000 enfants seraient ainsi acheminés clandestinement de la région de Sikasso (au Mali) vers les plantations de cacao et café en Côte d'Ivoire. Les conditions dans lesquelles ses enfants sont exploités sont atroces. Ils sont traités comme des bêtes et travaillent du matin au soir pour le compte des planteurs.

Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'on dévoile ce genre de scandale dans ce pays. Déjà en décembre 1998, le bureau de l'UNICEF de Côte d'Ivoire avait rendu publique une pareille affaire. Le gouvernement avait alors fait mine de s'indigner tout en minimisant l'affaire et mettant l'accent sur le fait qu'elle ne portait "que" sur 52 enfants. Il avait prétendu "préparer un programme d'actions de prévention

et d'éradication de ce fléau". Quelques trafiquants d'enfants avaient été arrêtés et 200 enfants maliens furent alors rapatriés et rendus à leurs parents. On était déjà passé de 52 à 200 enfants.

Et voilà qu'un an après la divulgation de ces faits 15.000 enfants seraient toujours dans le même cas. Le ministre des affaires étrangères, Amara Essy, se dit scandalisé non pas par cet ignoble trafic d'enfants mais par la publication de ce rapport qui, selon lui, veut "discréditer le gouvernement ivoirien". Il déclare dans un communiqué que son gouvernement "n'est ni de près ni de loin mêlé à ces pratiques répréhensibles". On se demande alors pourquoi il est scandalisé qu'on en parle. S'il veut cacher l'information c'est que le gouvernement n'est pas si innocent qu'il le prétend dans cette affaire, ne serait-ce que dans la mesure où il ferme les yeux, même si par ailleurs il se félicite que

la Côte d'Ivoire est signataire de la "convention internationale des droits de l'enfant". Pour la galerie on a même créé à Bouaké un "parlement des enfants".

L'exploitation et le trafic d'enfants ne sont pas choses nouvelles dans ce pays. Tous les dirigeants le savent très bien puisque eux-mêmes les pratiquent chez eux en prenant des enfants de bas âges pour les faire travailler

comme des "boys" ou des bonnes. Aujourd'hui ce ministre fait mine de s'indigner et "demande à tout Etat ou à toute personne physique et morale qui a connaissance d'enfants travaillant dans des conditions d'esclavage en Côte d'Ivoire de bien vouloir en informer les autorités". Pure hypocrisie ! Il n'y a rien à attendre d'un gouvernement entièrement au service des exploiters.

COMMERCIALISATION DU CACAO : UN GOUT AMER POUR LES PETITS PRODUCTEURS

La filière pour la commercialisation du cacao est en passe d'être totalement libéralisée. Plus qu'hier, les paysans subissent le diktat des 41 sociétés, les seules agréées par l'Etat pour la commercialisation du Café-Cacao. La situation de la petite paysannerie est aujourd'hui catastrophique.

Il y a deux ans, le prix du Cacao à la bourse de Londres était de 1.017f. Il y a un an, il était à 907F. Aujourd'hui, le prix du kilo est coté à 560F, avec une tendance toujours à la baisse.

Si les exportateurs commercialisent leur produit à 560F, ils l'achètent chez le paysan, le plus souvent à travers les coopératives, à 270F. Sans compter les escrocs ou autres margoulin intermédiaires qui spolient encore plus les paysans. Cette situation réduit les plus petits de ces derniers à la quasi-misère.

Certains d'entre eux voudraient stocker leur récolte en attendant que les prix augmentent

un peu. Mais il leur est impossible de trouver dans le commerce, des sacs pour le stockage. Ce sont les exportateurs qui ont la maîtrise de la commercialisation de ces sacs et ils font de la rétention de sacheries pour empêcher les paysans de stocker. Le cacao pouvant ainsi pourrir, ils n'ont d'autre choix que de le vendre à vil prix. C'est du chantage.

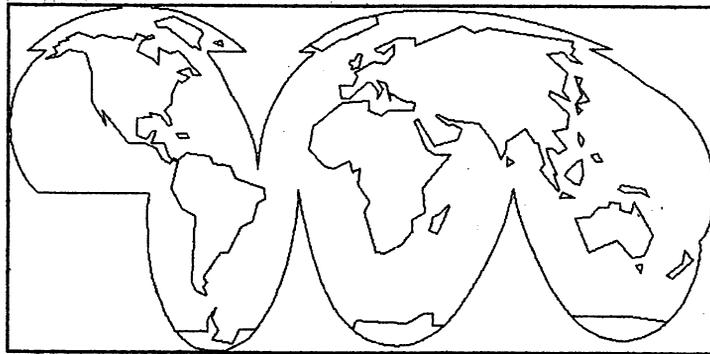
Les représentants des paysans ont "demandé au gouvernement de revoir cette politique de libéralisation". Mais la seule mesure que ce gouvernement a prise, c'est de faire un cadeau en or... aux 41 exportateurs, en leur rétrocédant 25F par kilo sur le "droit unique de sortie" (DUS). Cette taxe à l'exportation est ainsi passée de 150F à 125F par kilo. C'est un pactole de 25 milliards que ces exportateurs vont se partager. Le gouvernement leur a, bien sûr, demandé gentiment de répercuter ces 25F sur les producteurs. Mais autant demander à un renard de ménager le poulailler ! Au début de cette année, par exemple, le prix

indicatif de la vente "bord-champs" du Cacao était fixé par le gouvernement à 570F le kilo. Ce qui n'a pas empêché ces sociétés exportatrices de s'arranger entre elles, pour ne pas dépasser 300F le kilo ! Le gouvernement est bien sûr au courant de tout cela. Il sait bien que ces 25 milliards n'iront certainement pas dans la poche des producteurs ! De même que s'il a pris le chemin de la libéralisation complète de la

filière Café-cacao, ce n'est pas dans l'objectif d'améliorer le sort des petits paysans mais pour satisfaire encore plus les intérêts de ceux qui les pillent.

Les paysans pauvres comme les ouvriers des campagnes et des villes sont victimes de la rapacité des capitalistes avec la complicité de ceux qui nous dirigent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

**CE N'EST PAS LA POLICE QUI METTRA FIN
A LA DELINQUANCE**

En une semaine, soit du 2 au 8 novembre, la police aurait abattue 19 "bandits". La presse semble se féliciter de ces actes policiers qu'elle encourage même pour "nettoyer" la ville de la délinquance. Celle-ci devient, en effet, plus fréquente et violente au fur et à mesure que la crise économique aggrave les conditions d'existence de la majorité de la population.

Mais compter sur la police pour lutter contre la délinquance c'est être pour le moins naïf. Car elle est la première à racketter les habitants des quartiers populaires.

La délinquance, comme la misère, la malnutrition et les maladies qui frappent les pauvres, sont les conséquences directes de ce système capitaliste.

LES HOPITAUX PUBLICS AGONISENT

Le bloc opératoire du service de cardiologie du CHU de Treichville est fermé à cause de l'incapacité des autorités à assurer la maintenance des appareils de soins. Le service de réanimation est en panne de même que la climatisation.

Tous les malades hospitalisés en attente d'être opérés, ont été renvoyés chez eux depuis le 10 novembre. On leur a demandé de revenir le 5 décembre prochain, jour où, en principe, les appareils devront être réparés. Autant dire que ces malades sont en danger de mort.

Au CHU de Yopougon, la situation est loin d'être

meilleure. Le "service d'urgence" ne l'est que de nom. Une femme, victime d'un accident de la circulation, a été évacuée d'urgence vers cet hôpital entre 5h30 et 6 heures du matin. Elle n'a été reçue que vers 17h30. Cette attente lui a coûté l'amputation d'un bras car il était trop tard pour le sauver. Et si par malheur elle n'avait pas de quoi payer sa prise en charge par cet hôpital abusivement qualifié de "service public", elle n'aurait même pas eu droit à cette intervention tardive.

Mais il n'y a pas que le service d'urgence qui ne fonctionne pas dans cet endroit. En gynécologie, le seul échographe

L E U R S O C I E T E

est hors d'usage. Le ministre de la santé, lors de sa récente visite dans cet hôpital avait pourtant promis de remplacer cet appareil au plus tard le 7 septembre. Mais on attend toujours.

La chaudière de l'hôpital est également en panne et il est impossible de faire fonctionner la buanderie indispensable pour le lavage des linges.

Pour sensibiliser les employés sur l'importance de l'hygiène hospitalière, les autorités font mine d'organiser un concours pour récompenser le service le plus propre. Comme si ces hôpitaux étaient en piteux

état à cause de l'incompétence du personnel et non à cause de l'incapacité du gouvernement de s'occuper de leur bon fonctionnement. Les autorités se moquent en réalité de la santé de la majorité de la population qui n'a pas les moyens de payer les frais hospitaliers des cliniques de luxe privées.

Les caisses de l'Etat sont vides. Mais comment s'en étonner puisque des milliards de francs sont détournés par les dirigeants. Rappelons à titre d'exemple les 18 milliards offerts par les pays européens pour l'amélioration des infrastructures sanitaires, et qui se sont volatilisés. C'est sûr qu'ils ne sont pas perdus pour tous.

IL Y A DES MEDAILLES QUI SE PERDENT

Le 4 novembre dernier, le gouvernement a dépêché un de ses ministres à la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) pour décerner des "médaillles de travail" à certains employés de cette société. Il a loué les "mérites" des ces travailleurs qui selon lui, "malgré les difficultés, font preuve de courage et d'endurance en se maintenant à leur poste". Certains

travailleurs avaient sans doute envie de lui dire d'arrêter ses baratins car ce qu'il faut c'est une augmentation des salaires. L'Etat est au contraire en train de privatiser cette société et ce n'est certainement pas pour améliorer les conditions de travail et les salaires. Ce ministre mériterait bien qu'on lui épingle sur le nez la médaille de l'hypocrisie.

**RENTREE SCOLAIRE :
DIFFICULTES SUPPLEMENTAIRES
POUR LES PARENTS A REVENU MODESTE**

La rentrée scolaire a été particulièrement difficile pour

TANZANIE: MORT DE JULIUS NYERERE

Julius Nyéréré, premier président de la Tanzanie, est mort le 14 octobre dernier à Londres à l'âge de 77 ans. Il a été un de ceux qu'on a souvent présenté comme l'initiateur du "socialisme africain".

Dès le début des années 50, il faisait partie des intellectuels africains qui tentaient de se regrouper contre les injustices du système colonial. Il fut membre du TAA, un parti nationaliste modéré qui deviendra la TANU (Tanganyika African Union) dont il sera le président en 1954.

Durant ces années, l'Afrique était secouée par une vague de révoltes anti-colonialistes. Les colonialistes britanniques et français se rendent à l'évidence qu'il ne leur était plus possible de continuer leur domination sous la forme coloniale directe. Ils s'apprêtaient à changer le fusil d'épaule en mettant sur pied des appareils d'Etats locaux pour sauvegarder ce qui était essentiel pour eux : le pillage des matières premières. D'ailleurs la nouvelle puissance victorieuse, les USA, ne possédait pas de territoire colonial et se déclarait plutôt favorable à la mise en place de régimes dits de "self-government".

C'est dans ce contexte que, l'Angleterre commence à organiser des élections locales. La TANU emporte une victoire écrasante aux élections de 1960. Nyéréré devient Premier ministre à la fin de cette année avant de devenir président du Tanganyika indépendant un an plus tard.

En 1964, le Tanganyika et la République de Zanzibar seront

unifiés pour donner naissance à la Tanzanie dont le "Mwalimu" (maître, surnom donné à Nyéréré) sera le dirigeant jusqu'en 1985, date à laquelle il se retira volontairement de son poste de président.

Aux yeux d'une partie des intellectuels africains de toute son époque, Nyéréré incarnait une voie originale pour le développement économique et politique du continent africain dans le but de devenir autosuffisant du point de vue alimentaire. Le régime de parti unique qu'il mit en place avec l'accord tacite des grandes puissances, tenta l'expérience des "villages ujumaa", des sortes de communautés rurales. Mais la Tanzanie ne fut devenue ni socialiste ni autosuffisante. La situation de la majorité de la population n'était pas différente de celle des autres pays devenus eux-aussi indépendants.

Nyéréré n'a pas mis en cause les intérêts des puissances d'argent en l'occurrence britanniques. Il espérait simplement qu'une partie un peu plus grande des richesses revienne au pays. Ce fut un échec car les capitaux se sont enfuis. Une partie s'investit au Kenya voisin où le régime de Jomo Kenyatta ouvertement pro-occidental offrait des garanties meilleures. D'année en année le pays s'appauvissait et cela malgré les déclarations rassurantes de Nyéréré à l'égard des puissances d'argent et des bailleurs de fonds tels que le FMI.

Depuis les indépendances le continent africain a connu un éventail varié de formes de

L E U R S O C I E T E

les parents à faibles revenus. Et pour cause ? Le gouvernement a décidé que pour la même classe, la plupart des livres du programme de cette année ne seront plus les mêmes que ceux de l'année dernière.

A cause de cette décision, nombre d'élèves n'ont pas pu se procurer les manuels scolaires. En ces temps difficiles, les salaires bloqués, l'augmentation sans cesse du coût de la vie, etc, nombre de parents espéraient que le budget qu'ils allaient consacrer pour faire face à la rentrée scolaire serait à la mesure de ces temps

difficiles. Qu'il suffirait, par exemple, de se rendre dans les "libraires par-terre", pour échanger des livres d'occasion contre d'autres, moyennant un minimum d'argent. Mais c'était sans compter avec la préoccupation du gouvernement à satisfaire avant tout, les entreprises privées fabricants de livres.

Sinon comment expliquer qu'on change les livres, comme ça, d'année en année ? Si le gouvernement prétend, ce faisant, qu'il a le souci de l'éducation des enfants de la grande majorité des familles, il ment.

UNE HISTOIRE DE SERPENT QUI SE MORD LA QUEUE

Le président Bédié en personne est, paraît-il, tellement soucieux de "mettre un coup d'arrêt" aux tracasseries policières et administratives dont sont victimes les habitants, qu'il a fait ouvrir un "bureau de réclamations".

Ce bureau installé à la présidence pourra "être saisi pour tout citoyen victime d'un abus quelconque ou de tracasseries de la part d'agents de l'ordre zélés". Mais attention ! Aucune plainte ne sera recevable et pourra éventuellement se retourner contre la victime si elle

n'apporte pas la preuve qu'un agent a abusé de son pouvoir ou a extorqué de l'argent. Autant dire qu'il s'agit d'un coup d'épée dans l'eau.

Personne n'est naïf au point de croire que soudain ceux qui sont à la tête de l'Etat veulent se dénoncer eux-mêmes. Car si à la base de l'appareil d'Etat, les agents de police sont pourris, c'est qu'au sommet c'est tout aussi pourri, sinon plus.

A quand la création d'un nouveau bureau pour porter plainte contre le bureau de réclamation ?

*

*

*

régimes. Il y a eu les régimes ouvertement fantoches et corrompus mis en place par les colonialistes; il y a eu des régimes se revendiquant du nationalisme radical avec une phraseologie dite "révolutionnaire" ou "progressiste", ou "anti-impérialiste". Il y a eu des régimes se disant "non-alignés" dirigés par des prétendus "sages" comme Nyéréré. Puis entre toutes ces formes, il y a eu des régimes intermédiaires de toutes sortes. Mais toutes ces tentatives se sont révélées être des impasses que les populations pauvres ont payées et continuent de payer d'un lourd tribut.

Le système impérialiste qui domine la planète est tellement abject qu'il n'offre aucune perspective de développement pour les pays qu'il n'a cessé d'appauvrir. D'année en année le

continent africain bascule dans le sous-développement chronique et dans une misère sans fin. La misère et la souffrance sont devenues tellement insupportables qu'elles suscitent parfois des mouvements de révolte. Mais les classes dominantes, africaines ou pas, réussissent à récupérer cette colère et la détourner vers une lutte fratricide qui dresse les peuples les uns contre les autres.

Il est urgent que se constituent et se développent sur le continent des organisations se plaçant résolument sur le terrain de la lutte contre le capitalisme, pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. En Afrique comme ailleurs, il n'y a pas de voie de développement tant que les exploités capitalistes ne seront pas mis hors d'état de nuire par l'organisation et la mobilisation des travailleurs partout dans le monde.

*

*

*

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.